

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille seize, le douze décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE, Député-Maire, en suite de la convocation faite le 6 décembre 2016

Présents :

- M. CORNUT-GENTILLE, Député-Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, Mme AUBRY, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- Mme GARCIA, Mme DORKEL, M. SCHILLER, M. GARNIER J., M. CHARPENTIER, Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, M. GARNIER P., Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, M. BOUZON, M. AMELON, Mme SAMOUR, Conseillers Municipaux

Excusés :

M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme AYADI

Ont donné procuration :

Mme ANGOT à M. CORDEBARD
Mme AYADI à M. BOUZON

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 152-12-2016

**CREATION DE LA NOUVELLE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE
SAINT-DIZIER, DER ET BLAISE - NEUTRALISATION FISCALE**

Rapporteur : Mlle Pascale KREBS

Vu le code général des collectivités locales et plus particulièrement l'article L. 1609 nonies C

Vu l'arrêté n°2575 du 24 novembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier Der et Blaise, issue d'une fusion-extension

Vu le code général des impôts,

Le Maire expose que la création, au 1^{er} janvier 2017, de la Communauté d'Agglomération issue de la fusion des Communautés de Communes de Vallée de la Marne et de Pays du Der et de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier Der et Blaise, avec extension concomitante aux communes de Cheminon et Maurupt-le-Montois, va entraîner une évolution de la fiscalité sur le territoire de la Commune de Saint-Dizier, notamment de la fiscalité dite « ménages » (taxe d'habitation, taxe sur le foncier non bâti, taxe sur le foncier bâti).

En effet, la nécessaire harmonisation par la nouvelle Communauté d'Agglomération de ses taux de fiscalité, risque d'engendrer des variations de taux injustifiées pour le contribuable, à la hausse ou à la baisse selon les cas.

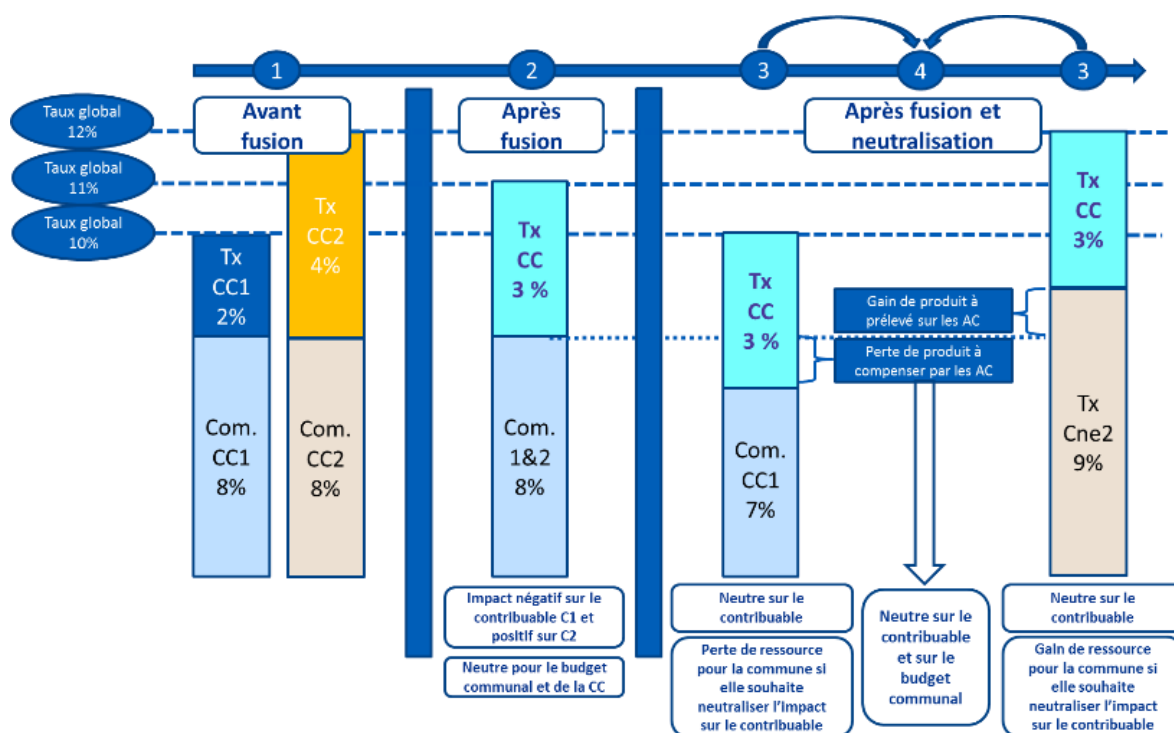
Pour remédier à cet inconvénient, il est proposé de mettre en place un dispositif qui rende neutre pour le contribuable, l'entrée dans la nouvelle Communauté d'Agglomération ; en ajustant les taux communaux et en faisant en sorte que le taux global cumulé de chaque taxe (taux communal + taux intercommunal) soit le même qu'avant la fusion.

Concrètement la mise en place de la nouvelle agglomération pourra ainsi se faire sans aucun effet sur la fiscalité.

Ainsi, l'engagement de tous les maires pour que la création de la nouvelle agglomération soit sans effet sur le contribuable constituerait assurément un acte fort, très bien reçu et bien compris par nos administrés.

Le schéma ci-dessous illustre la mécanique de neutralisation globale :

- ✓ neutralité pour le contribuable : le taux global cumulé (taux communal + taux intercommunal) est le même avant et après la fusion des intercommunalités
- ✓ mais aussi neutralité pour la commune (qui fait varier son taux communal), par correction du montant de son attribution de compensation, sans toutefois obérer sa politique fiscale
- ✓ et neutralité pour la Communauté d'Agglomération



Techniquement, il est proposé de tenir compte de cette variation des taux intercommunaux en la neutralisant par une variation des taux communaux, soit à la hausse (en cas de baisse du taux intercommunal), soit à la baisse (en cas de hausse du taux intercommunal), et ce, dans la limite des règles de lien entre les taux (le taux de foncier non bâti ne peut augmenter plus fortement ou diminuer moins fortement que le taux de taxe d'habitation).

Pour ce faire, il convient de mettre en place un pacte permettant de neutraliser ses hausses/baisses de taux via une révision dérogatoire des attributions de compensation. La Communauté d'Agglomération pourra ainsi compenser les baisses de produit des communes devant baisser leur taux, et au contraire prélever le supplément de produit des communes devant augmenter leur taux.

Cette révision dérogatoire des attributions de compensation nécessitera, une fois la nouvelle Communauté d'Agglomération créée, des délibérations concordantes d'une part du conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers, et d'autre part de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres, et ce en tenant compte du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), appelée à se réunir début 2017.

Afin de mettre en œuvre le moment venu cette mécanique de neutralisation fiscale, il est nécessaire de recueillir l'accord de principe de chacune des 60 communes membres concernées, étant entendu que ce dispositif :

- ✗ n'est possible que si les 60 communes membres de l'intercommunalité y sont favorables
- ✗ s'appliquerait pour la seule année 2017, la Communauté d'Agglomération et chacune de ses communes membres restant par la suite libres de faire évoluer, à leur convenance, leurs taux de fiscalité respectifs

Dans cet esprit, il est proposé au conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable au dispositif de neutralisation fiscale tel que décrit ci-dessus ;
- de s'engager à modifier, pour l'année 2017, les taux de fiscalité communale en conséquence, conformément à la fiche détaillée ci-jointe tenant compte des taux et bases fiscales de 2016.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Député-Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON